

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 9 au 13 juin 2025

Fait marquant

Le gouvernement présente sa programmation pluriannuelle des dépenses publiques

La Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a présenté la programmation pluriannuelle des dépenses publiques pour les quatre à cinq prochaines années, marquant ainsi les priorités du gouvernement tant en matière de dépenses de fonctionnement que d'investissement. Pour rappel, ces annonces portent uniquement sur les dépenses pilotables du gouvernement, soit environ 45% du total.

La Spending Review prévoit notamment 113 Md£ d'investissement public supplémentaires sur la période, qui devraient bénéficier en priorité à la défense, à l'énergie décarbonée et aux infrastructures.

L'industrie de défense devrait bénéficier de la forte progression du budget du ministère de la Défense (+3,8% par an en termes réels sur la période), qui se traduira principalement par une hausse des dépenses d'investissement en cohérence avec les ambitions de la *Strategic Defence Review* et de la future stratégie industrielle de défense.

L'énergie décarbonée bénéficiera également d'investissements significatifs, le gouvernement annonçant 14,2 Md£ sur la période 2025-2029 pour le projet de centrale nucléaire de Sizewell C, 2,5 Md£ pour les petits réacteurs modulaires et 2,5 Md£ pour la fusion nucléaire. 9,4 Md£ seront également alloués à la capture et au stockage du carbone.

Le gouvernement prévoit, enfin, des investissements en croissance dans les transports et le logement, mettant en avant un objectif de rééquilibrage territorial. Le gouvernement a ainsi confirmé l'investissement de 15,6 Md£ à horizon 2032 dans les transports en commun hors de Londres et annoncé 6 Md£ de financements pour améliorer la connectivité interurbaine. La Chancelière a également annoncé un investissement de 39 Md£ sur 10 ans dans la construction de logements sociaux et abordables.

Energie-climat

Le gouvernement choisit Rolls-Royce SMR pour développer ses premiers petits réacteurs nucléaires modulaires

Great British Nuclear (GBN), agence publique pour le développement du secteur nucléaire, a désigné Rolls-Royce SMR pour développer les premiers petits réacteurs modulaires (SMR) du pays, après deux ans de compétition face à GE Hitachi, Westinghouse Electric Co. et Holtec International. Ces réacteurs, d'une capacité de 470 MW chacun, sont conçus pour être fabriqués en usine et transportés sur site, ce qui permettrait de réduire les coûts et les délais de construction par rapport aux centrales nucléaires conventionnelles. Le gouvernement prévoit de sélectionner le premier site de développement d'ici la fin de l'année, avec une mise en service prévue autour de 2035.

Pour rappel, la *Spending Review* du 11 juin prévoit un investissement total de plus de 2,5 Md£ pour soutenir le programme SMR à horizon 2029. Cette technologie émergente pourrait générer selon le gouvernement jusqu'à 3 000 nouveaux emplois qualifiés et fournir de l'énergie propre à l'équivalent de 3 millions de foyers.

Le gouvernement britannique annonce l'investissement de 11,5 milliards de livres supplémentaires dans le projet Sizewell C

La chancelière de l'Échiquier a confirmé à l'occasion de la présentation de la *Spending Review* un investissement supplémentaire de 14,2 Md£ dans le projet Sizewell C (dont 11,5 d'investissements nouveaux, les 2,7 Md£ restant ayant été annoncés par le gouvernement lors du budget d'automne dernier). Cet investissement porte l'engagement total du gouvernement à 17,8 milliards de livres. Ce projet vise à construire une centrale de 3,2 GW, capable de fournir de l'électricité à environ six millions de foyers, tout en créant 10 000 emplois.

Le coût du projet, initialement estimé à 22 Md£, a considérablement augmenté et pourrait atteindre 40 Md£. Le financement sera assuré par une combinaison de fonds publics et privés, avec des investisseurs comme Centrica et CDPQ en discussions. EDF, partenaire du gouvernement britannique sur le projet, a fixé la limite des offres à fin juin.

Environnement

Le Royaume-Uni renforce ses engagements en matière de protection des océans lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans

Le gouvernement a présenté à l'occasion de la conférence de Nice un projet d'interdiction du chalutage dans un nombre croissant de zones marines protégées (MPAs). Cette interdiction pourrait concerner environ 30 000 km² répartis sur 41 MPAs à travers l'Angleterre, dans le cadre de la troisième étape du programme de protection des MPAs, qui vise à protéger tous les éléments du fond marin (habitats et espèces) non couverts par les deux premières phases.

Une consultation publique est ouverte jusqu'au 1er septembre pour recueillir les réactions et preuves supplémentaires. Les principales mesures proposées sont (i) l'interdiction du chalutage dans des zones spécifiques de 31 MPA, (ii) l'interdiction chalutage aussi bien que des pratiques de pêche statiques dans certaines zones de 4 MPA, (iii) l'interdiction de la pêche au piège dans une zone spécifique d'une MPA, (iv) l'interdiction chalutage et de la pêche de la langouste rouge dans une zone précise d'une autre MPA, et (v) des ajustements aux interdictions existantes concernant le chalutage dans 5 MPA, pour tenir compte des dernières connaissances sur l'état des écosystèmes marins.

Sur une période de 20 ans, les bénéfices totaux, après avoir pris en compte les coûts nets (qui s'élèvent à 7,8 M£ pour les entreprises britanniques et les organismes publics), sont estimés à environ 3,1 Md£..

Le gouvernement a aussi annoncé l'investissement de 4 M£ supplémentaires à destination du Fund for Coral Reefs et de 2,8 millions de livres sterling sera consacré à soutenir des économies bleues durables dans les petits États insulaires en développement.

Transports

De premiers taxis et bus autonomes pourront être mis en service dès 2026

Le *Department for Transport* a [annoncé](#) que les premiers projets pilotes commerciaux utilisant des taxis et des bus autonomes pourraient commencer au printemps 2026, soit une accélération par rapport au calendrier initial qui prévoyait une mise en service de projets pilotes en 2027. Ces projets permettront aux entreprises d'offrir des services sans conducteur de sécurité pour la première fois, avant un déploiement potentiellement plus large lorsque la loi complète sur les Véhicules Automatisés entrera en vigueur à partir de la seconde moitié de 2027. Selon le gouvernement, le secteur des véhicules autonomes pourrait créer 38 000 emplois d'ici à 2035.

Eurostar prévoit de relier Londres à Francfort et Genève après 2030

A l'occasion de la présentation de ses résultats pour l'année 2024, Eurostar a [annoncé](#) avoir pour projet de mettre en place des dessertes directes entre Londres et Francfort et Genève dans la première moitié de la prochaine décennie. Ces nouvelles dessertes seront rendues possibles par un investissement, déjà annoncé, de 2 Md€ dans l'acquisition de 50 nouveaux trains qui permettront à Eurostar d'augmenter de 30% la taille de sa flotte.

Eurostar a par ailleurs annoncé avoir réalisé un CA de 2 Md€ en 2024 (en croissance de +2%) pour un trafic en progression de +5%, atteignant 19,5M de passagers (répartis sur ses lignes transmanche et sur ses lignes continentales).

EDF achète intégralement l'opérateur britannique de bornes de recharge PodPoint

EDF a acquis pour 10M £ l'intégralité du capital de l'entreprise britannique PodPoint, qui vend et opère des bornes de recharge pour véhicules électriques. EDF était déjà actionnaire majoritaire de PodPoint, qui était valorisé à hauteur de 350M£ en 2021. PodPoint, en difficulté en raison d'un environnement de marché jugé insuffisamment porteur au R-U, avait suspendu la cotation de ses actions en mai 2025.

Industrie

Le syndicat Prospect appelle le R-U à accueillir davantage de travailleurs étrangers qualifiés pour renforcer ses industries nucléaire et de défense

Selon Mike Clancy, Secrétaire général du syndicat Prospect, représentant environ 150 000 ingénieurs et salariés de professions techniques et scientifiques, le Royaume-Uni ne dispose pas de main d'œuvre qualifiée en nombre suffisant pour renforcer simultanément son industrie de défense et son industrie nucléaire, comme le souhaite le gouvernement. Selon Mike Clancy, ces deux secteurs sont en concurrence pour les mêmes viviers de compétences, déjà limités, et les seuls projets de décarbonation du mix énergétique nécessiteraient 150 000 travailleurs qualifiés supplémentaires. Mike Clancy appelle le gouvernement à favoriser l'immigration de personnes qualifiées pour éviter une aggravation des pénuries de compétences dans ces secteurs prioritaires. Pour rappel, le gouvernement a présenté depuis 2023 plusieurs séries de mesures restreignant l'octroi de visas pour les travailleurs étrangers, rehaussant notamment les frais à la charge des employeurs et les exigences en matière de rémunération.

Le Defence Industrial Joint Council tient sa première réunion

Le *Defence Industrial Joint Council*, forum consultatif sur la politique industrielle de défense, a [tenu](#) sa première réunion cette semaine. La réunion a été coprésidée par le secrétaire à la défense John Healey et par le Directeur général de BAE Systems Charles Woodburn. Le

Defence Industrial Joint Council remplace le *Defence Suppliers Forum*, dont la participation était plus restreinte. Il accueille notamment des PME, ETI, entreprises innovantes et investisseurs et doit permettre d'accompagner la mise en œuvre du volet capacitaire de la *Strategic Defence Review* et de la future stratégie industrielle de défense.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr